



L'ALTERMONDIALISME DANS LES PAYS DU SUD : DIVERSITÉS ET DÉFIS

Documents d'analyse et de réflexion

octobre 2007

rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française



Centre AVEC, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>

L'altermondialisme dans les pays du Sud : diversités et défis

L'altermondialisme : un mouvement international

Si de tout temps ont existé les luttes et résistances des peuples, c'est à la fin des années 1990 qu'on assiste en divers points du monde à un phénomène de convergence des résistances sociales. C'est dans ce cadre, à l'aube du XXI^{ème} siècle, qu'est né l'altermondialisme comme fruit d'une double résistance, celle des « anciens » mouvements (surtout les syndicats) et celle de nouveaux acteurs. Ce mouvement s'est mis en place à travers un long processus de convergence de luttes sociales et de protestations, rassemblées autour de nouvelles préoccupations. En 1999 à Seattle, a lieu une des premières grandes mobilisations collectives où se retrouvent des militants de tous pays s'opposant aux décisions qui allaient être prises par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Cette protestation sera suivie par nombre d'autres et a participé au déclenchement de la dynamique altermondialiste et de la prise au sérieux des critiques de la mondialisation néolibérale.

Le « mouvement altermondialiste » peut être défini comme un mouvement de mobilisation collective qui regroupe des militants, des mouvements sociaux et des organisations altermondialistes. Malgré une grande hétérogénéité des acteurs, ce mouvement est animé par un même esprit de contestation à l'égard des dogmes du *consensus de Washington*¹ et des effets de la mondialisation néolibérale².

Actuellement, la majorité de la littérature sur le mouvement altermondialiste émane de sources occidentales et les groupes du Nord semblent plus puissants et plus actifs. Néanmoins, ces dernières années tous les continents prennent part activement au mouvement altermondialiste, mais à des degrés très divers. Une des caractéristiques fondamentales de ce mouvement, qui lui donne en partie sa légitimité, réside en effet dans sa dimension transnationale. Il se développe au Nord et au Sud sous la forme d'une critique de la mondialisation néolibérale, dénonçant la direction capitaliste de l'économie et de la société, revendiquant une mondialisation plus juste, plus solidaire, des sociétés plus démocratiques, etc. Au Sud, on parlera plus volontiers de « mouvements sociaux opposés aux politiques néolibérales », dont les revendications divergent de celles menées dans nos pays tout en restant dans la visée du mouvement altermondialiste dans son ensemble.

Cet article ne prétend pas fournir un examen détaillé de l'altermondialisme dans les pays du Sud ; il se propose plutôt d'en exposer un bref état des lieux, de présenter quelques éléments de

¹ Il s'agit de l'accord de fait au milieu des années 1970, entre les Organismes financiers internationaux et la Réserve fédérale des Etats-Unis, sur la nécessité d'orienter l'économie mondiale vers une libéralisation des marchés et une suppression des mesures régulatrices encore imposées par les Etats.

² Pour une analyse plus détaillée de la genèse de l'altermondialisme, de ses raisons d'être ainsi que de sa logique de fonctionnement voir « Les Forums sociaux : une interpellation théologique » de François HOUTART, paru dans *Evangelie et Justice*, n°82, septembre 2007, pp. 12-19. Notre propos se veut complémentaire à ceux exposés dans cet article, en abordant l'altermondialisme tel qu'il se développe dans les pays du Sud.

compréhension de la manière dont fonctionne et est vécue cette dynamique dans le Sud ainsi que de formuler des pistes de réflexion sur la collaboration entre mouvements du Sud et du Nord.

Luttes et résistances dans le Sud³

Tout d'abord, nous ne pouvons tenter de comprendre les mobilisations qui se développent au Sud sans attirer l'attention sur la spécificité des contextes sociopolitiques, institutionnels, économiques et historiques dans lesquels elles s'enracinent. Ces différences de contexte nous mènent à l'impossibilité de parler de manière univoque d'un Sud. Le Sud ne forme pas un tout mais recoupe diverses réalités au sein desquelles les mobilisations ont leurs spécificités. Ces dernières prennent généralement la forme de résistances spontanées et de luttes informelles contre les conséquences de l'ordre néolibéral (privatisations, délocalisations,...), menées par des paysans, des femmes, des gens issus de classes populaires, etc.

En Amérique latine, on assiste à une hausse de l'intensité et de l'amplitude des convergences et des processus de luttes, qu'il s'agisse de luttes paysannes – dont celles du MST (Mouvement Sans Terre) au Brésil –, de mouvements de femmes, de communautés autochtones (Front Zapatiste de Libération Nationale, communautés indiennes aymara des hauts plateaux de Bolivie, communautés quechua de la région d'Ayacucho et de Cuzco au Pérou, etc. qui luttent contre l'uniformisation identitaire et culturelle et pour la reconnaissance des droits humains indigènes), etc. Ces dernières années, il semble que la majorité des mouvements sociaux de ce continent ont convergé autour de la lutte contre l'ALCA (Área de Libre Comercio de las Américas, zone de libre-échange des Amériques) et qu'« ils ont gagné en unité d'action et réussi à conquérir des espaces importants à l'intérieur des sociétés et des médias latino-américains, jusqu'à influencer l'agenda des puissants »⁴. La lutte contre l'ALCA a atteint son paroxysme à Mar del Plata en novembre 2005 et a été portée par deux acteurs majeurs : les mouvements indigènes et les mouvements paysans. Paradoxalement, un des effets de cette montée en puissance des mouvements sociaux en Amérique latine est la tendance de beaucoup de gouvernements à s'approprier le succès de leurs revendications.

Dans ce continent en plein bouillonnement, le Brésil occupe une place particulière, en étant perçu comme un moteur de l'altermondialisme dans le Sud. Avec un important soutien d'ATTAC-France⁵, du Monde Diplomatique et de diverses organisations européennes, ce sont principalement des

³ Ce bref panorama des luttes et résistances dans le Sud doit beaucoup au numéro spécial de la revue *Alternatives Sud Etat des résistances dans le Sud-2007*, vol 13-2006/4, coordonné par François POLET (CETRI). Concernant cette question, voir aussi AMIN Samir, HOUTART François (dir.), *Mondialisation des résistances, l'état des luttes 2002*, Paris, L'Harmattan, 2002. A propos des mouvements paysans, voir AGUITON Christophe, « Mouvements sociaux : l'exemple des mouvements paysans », in FOUGIER Eddy. (dir.), *Problèmes politiques et sociaux*, Documentation française, n° 897, février 2004.

⁴ ZIBECCHI Raul, « Amérique latine : de Cancùn à Mar del Plata, un continent en effervescence », in *Etat des résistances dans le Sud-2007*, *ibidem*, p. 27.

⁵ Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens. Fondée en 1998, cette association promeut et mène des actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde.

personnes et des organisations brésiliennes qui ont développé et mis sur pied le FSM (Forum Social Mondial) qui s'est tenu trois années de suite à Porto Alegre en 2001, 2002 et 2003.

Malgré le développement notable des mobilisations en Amérique latine, nous ne devrions pas oublier ou minimiser l'action des mouvements sociaux dans les autres continents.

Le continent africain est lui aussi traversé par diverses formes de luttes. Ces deux dernières décennies plus particulièrement, les pays africains semblent marqués par une effervescence démocratique jamais connue auparavant, caractérisée par la recherche d'un ancrage plus profond et plus durable de la démocratie. « De multiples campagnes continentales approfondissent la crise de légitimité du modèle néolibéral et indiquent d'autres voies de développement »⁶, que ce soit au Sénégal, en Afrique du Sud ou encore au Kenya. Les luttes sociales prennent une ampleur particulière en réaction aux politiques de la Banque Mondiale et de l'OMC qui ont accentué la dégradation des conditions de vie d'un grand nombre de citoyens africains. Dans ce cadre, de nombreux mouvements, dont le FSA (Forum Social Africain), se mobilisent pour lutter contre les effets désastreux des politiques néolibérales. Le FSA est né d'une volonté de fédérer, au niveau continental, des mouvements épars et de construire un discours commun. Sous le mot d'ordre « Une Autre Afrique est Possible », plusieurs éditions de ce forum ont eu lieu afin d'enrichir et de renforcer le mouvement social africain, de préparer la participation au FSM et ainsi de consolider le mouvement social mondial. Parallèlement, la 6^{ème} édition du FSM s'est déroulée en partie à Bamako, témoignant de l'influence grandissante des idées et valeurs défendues par les mouvements sociaux africains, dont l'apport des luttes pour une plus grande prise de conscience des dangers liés aux politiques néolibérales est incontestable.

Mais, malgré tout cela, les luttes en Afrique restent généralement à un niveau informel et on remarque toujours un faible taux de représentation africaine dans les mobilisations altermondialistes.

L'ensemble que constitue le Maghreb et le Proche-Orient offre quant à lui un paysage très différent des deux précédents. Les sociétés civiles dans cette région du monde agissent essentiellement sur les terrains de la démocratie et des droits de l'homme, pointant la nécessité d'une profonde réforme politique des régimes. Selon Sarah Ben Néfissa, on observe une réactivation des sociétés civiles arabes, qui ont élaboré des relations solides et importantes avec des organisations civiles occidentales et européennes, même si leur espace d'efficacité reste très limité et sans véritable base sociale⁷. Néanmoins, il est actuellement difficile de parler de réelle convergence entre le mouvement altermondialiste et les sociétés civiles arabes, celles-ci étant principalement centrées sur la question politique et démocratique. De plus, les relations entre militants sont compliquées par un contexte de tensions entre monde arabe et Occident. Il faut cependant pointer le cas particulier de la Turquie, où les luttes sociales et politiques contre le néolibéralisme et la guerre gagnent en intensité ces dernières années⁸. La contestation sociopolitique et culturelle – qui, il faut le noter, a des composantes diverses – s'y articule autour de trois axes dont les deux premiers correspondent au

⁶ DEMBELE Demba Moussa, « Afrique subsaharienne : campagnes continentales face aux politiques néolibérales », *ibidem*, p. 81.

⁷ NEFISSA Sarah Ben, « Monde arabe : les acteurs civils de la revendication démocratique », *ibidem*, pp 131-136.

⁸ BAYKAN Barış Gençer, LELANDAIŞ Gülçin Erdi, « Regards croisés sur le mouvement turc et le mouvement altermondialiste : une culture politique en construction », in *Explorer l'espace ouvert. Le Forum social mondial et les cultures du politique*, Revue internationale des sciences sociales, n° 182, 2004/4, pp. 581-590.

mouvement altermondialiste turc. Le premier s'est constitué après le 11 septembre et s'est ensuite transformé en un grand mouvement de protestation pour la défense des droits de l'homme dans les pays attaqués par les Etats-Unis et contre la guerre hégémonique menée par ces derniers. Le deuxième concentre sa lutte contre le capitalisme, les institutions financières internationales et les problèmes engendrés par la mondialisation dans les milieux ouvriers et paysans (en font partie les luttes écologistes). Le 3^{ème} axe concerne les luttes identitaires, symbolisées par le mouvement kurde et le mouvement des femmes musulmanes pour la liberté de porter le voile à l'école.

L'Asie est caractérisée par une immense variété de mouvements dont l'intensité de la lutte varie fortement. L'Inde apparaît comme le centre névralgique de l'altermondialisme asiatique. Dans le sous-continent indien, le mouvement altermondialiste peut s'appuyer sur une multitude de mouvements sociaux dont certains comptent des millions d'adhérents. D'autre part, la ville de Bombay a accueilli en 2004 le FSM où se sont retrouvés un nombre important de participants venus de toute l'Asie. Une de ses caractéristiques fut la présence d'un nombre important des plus pauvres, les Dalits (les hors-castes) et les peuples autochtones, « qui par leur présence étaient un rappel constant de la lutte des plus pauvres pour la survie »⁹. A travers les nombreuses tribunes tenues par les Indiens, cette rencontre a permis d'élargir les perspectives des altermondialistes ainsi qu'une réelle intégration indienne à la dynamique mondiale. Concernant l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande sont les trois piliers de l'intégration des mouvements sociaux à l'activité altermondialiste. Elle se réalise à partir de grandes coalitions comme la Freedom from Debt Coalition aux Philippines ou d'activités comme celles de Focus on the Global South à Bangkok ou encore de l'Assemblée des pauvres¹⁰.

Parallèlement, on assiste ces dernières années en Asie à une « internationalisation des campagnes contre la BAD » (Banque Asiatique de développement). Les mouvements sociaux thaïlandais ont mis au jour divers enjeux sociaux et environnementaux relatifs aux projets de la BAD et ont été soutenus par des « organisations internationales et régionales qui défient les institutions financières internationales comme la BM (Banque Mondiale) et le FMI (Fonds Monétaire International) depuis les années 1970 »¹¹.

Un mouvement toujours en croissance et des défis à relever pour le Sud

Bien que les luttes contre la mondialisation néolibérale restent encore marginales dans de nombreux pays de Sud – surtout en comparaison avec certains pays occidentaux et latino-américains –, ce bref aperçu nous permet de pointer le développement, sous différentes formes, de l'altermondialisme dans cette partie du globe. L'idée des forums sociaux a été reprise par les Africains qui en ont fait des espaces de dialogue entre les paysans, les politiques, les ONG du Nord et du Sud, sans oublier les formes de résistance spontanée qui naissent un peu partout dans ce continent. L'Amérique latine

⁹ HOUTART François., *op cit*, p. 13.

¹⁰ L'Assemblée des pauvres est un mouvement thaïlandais essentiellement composé d'anciens paysans qui ont perdu leurs terres à la suite de la construction de barrages et qui n'ont obtenu ni indemnités ni possibilité de se réinsérer dans d'autres régions du pays ainsi que de petits paysans confrontés à des problèmes de revenus liés au faible cours des produits agricoles sur le marché mondial.

¹¹ TADEM Teresa S. Encarnacion, « Asie, internationalisation des campagnes contre la Banque asiatique de développement », *Etat des résistances dans le Sud-2007*, vol 13-2006/4, p. 182.

a vu les paysans s'organiser en puissants réseaux comme le MST pour unir leurs forces, parallèlement aux Brésiliens qui ont rendu possible l'existence du Forum social mondial. Lors du FSM de Bombay, les Indiens ont fait prendre conscience qu'il existait d'autres types de problématiques sur lesquelles doivent se mobiliser les altermondialistes, en défendant les droits des intouchables. Contrairement à ce qui se passe au Nord, où ce sont majoritairement des professionnels rémunérés qui travaillent dans la dynamique altermondialiste au sein d'ONG ou de mouvements sociaux, ces diverses mobilisations se développant dans le Sud sont généralement ancrées dans les réalités quotidiennes et locales, moins organisées et prenant la forme de luttes plus informelles. Dans de nombreux cas, ce manque d'organisation les prive de structures de représentation et complique leur intégration au sein de réseaux. La participation à des réseaux internationaux est également rendue difficile par le manque d'expertise et de moyens. Cette question renvoie à une des tensions internes au mouvement, soulevée par Christophe Aguiton, celle « du rapport entre l'action locale et internationale »¹². A l'inverse des ONG qui travaillent directement dans une perspective transnationale, de nombreux mouvements – dont en particulier les mouvements paysans – restent encore ancrés dans des réalités nationales voire locales.

L'insertion dans une réelle dynamique transnationale est sans doute le défi majeur pour les acteurs du Sud mais n'est pas sans poser question pour ceux qui n'ont les moyens ni de se déplacer ni d'avoir accès aux nouvelles technologies de l'information, surtout à Internet. Relever ce défi n'est en effet pas facilité par le système d'organisation des rencontres internationales. Celui-ci rend souvent impossible la participation de nombreuses personnes du Sud, pour des questions de moyens, de temps, d'argent mais aussi de liberté. De plus, « des schémas de domination des idées occidentales se reproduisent également au sein de ces grandes rencontres »¹³.

Cette dimension internationale demande aux militants un effort d'ouverture important. Une telle collaboration implique en effet de travailler dans une démarche plus respectueuse des diversités de points de vue et d'intérêts de tous les acteurs, ceux du Nord devant accepter qu'ils n'ont ni le monopole des actions ni celui de la créativité. Le mouvement pourrait parfois y perdre en efficacité mais cette diversité fait également sa force et lui donne un poids important dans le paysage socio-politique mondial actuel.

Vers une meilleure collaboration entre le Nord et le Sud

Au terme de cette analyse, nous souhaiterions prolonger notre réflexion en nous interrogeant sur la manière dont nous pourrions, en tant que citoyens et organisations du Nord, appuyer les mouvements du Sud. Comment les aider à avoir plus d'impact mais sans se substituer à eux, dans un appui qui soit respectueux de leurs réalités ? Pouvons-nous collaborer avec eux pour relever le défi d'une meilleure intégration dans la dynamique transnationale du mouvement altermondialiste ?

Une première piste à envisager serait d'aider les groupes les moins organisés et les plus informels à se réunir, dans le but de définir plus clairement leurs objectifs, leurs moyens d'actions, leur place au

¹² AGUITON Christophe, *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001, p.106.

¹³ Mémoire réalisé par ROEGIERS Hugo, *Le mouvement altermondialiste. Originalités de la dynamique et caractéristiques socio-politiques*, UCL, Louvain-la-Neuve, 2005, p. 119.

sein du mouvement altermondialiste, etc. Ces clarifications leur permettraient d'intervenir davantage dans les revendications du mouvement et de la sorte d'en devenir de réels acteurs, au même titre que la majorité des organisations du Nord et celles du Sud les mieux organisées. L'exemple des Forums sociaux africains, dont un des objectifs est de « consolider les capacités d'analyse, de proposition et de mobilisation des organisations du mouvement social africain afin qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle en Afrique et au sein du mouvement social mondial »¹⁴ témoigne de l'intérêt d'une telle démarche et de la nécessité de l'encourager et de la poursuivre en l'améliorant. Ce processus peut également être mis sur pied en Belgique par des associations de développement, à travers l'organisation de rencontres entre acteurs du Sud d'une même région ou d'un même pays et des experts. Ainsi, par exemple à propos de la politique européenne de développement, ces rencontres seraient l'occasion pour les acteurs du Sud de bénéficier d'informations précises sur cette politique et les problèmes qui y sont liés. L'appui d'experts pourrait les aider à élaborer avec compétence leur position par rapport à l'Union Européenne et à la présenter aux personnes et instances adéquates. Ce genre d'actions aboutirait ainsi à une forme de lobbying politique, construite dans une dynamique de partenariat entre acteurs du Sud et du Nord¹⁵.

D'autre part, en tant qu'organisations et citoyens du Nord, nous pourrions davantage relayer les revendications des mouvements du Sud auprès du public occidental, de la société civile et de nos décideurs. Ces derniers ne se limitent pas au monde politique mais englobent également les milieux économiques et sociaux. Cette transmission implique une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des réalités locales, permettant un soutien plus efficace de leurs revendications, pouvant prendre la forme du lobbying politique. Ce processus a été entamé en Belgique par de nombreuses associations¹⁶ et mérite d'être activement poursuivi, pour un monde où les droits fondamentaux de chacun sont respectés et où les revendications du Sud sont entendues et prises en compte.

Pour terminer, rappelons que ces questions relatives à un soutien du Nord au Sud sont toujours à traiter avec prudence, en tenant compte de la diversité des contextes sociaux et géopolitiques de chaque région et de chaque pays. Il serait en effet erroné de vouloir agir de la même manière en Amérique latine et dans le monde arabe, ces deux régions vivant des réalités radicalement différentes tant d'un point de vue sociopolitique que sur le plan des luttes et des résistances.

Hélène Laigneaux
Centre AVEC
octobre 2007

¹⁴ Consulté sur le site du Forum Social Africain, <http://www.africansocialforum.org/francais/index.htm>.

¹⁵ Le travail de la Commission Justice et Paix s'inscrit dans cette ligne.

¹⁶ Citons à titre d'exemple le CNCD (Centre National de Coopération au Développement), Entraide et Fraternité, Amnesty International, Solidarité mondiale (ONG du Mouvement Ouvrier Chrétien), Oxfam-solidarité, Solidarité Socialiste, etc.